

ACCORD CADRE
relatif au traitement des données à caractère personnel
conformément aux dispositions du RGPD¹

ENTRE :

Le Centre Hospitalier Universitaire de Reims, établissement public de santé,
Dont le Siège est situé 45 rue Cognacq-Jay 51092 Reims,
Représentée par sa directrice générale, Madame Laetitia MICAELLI FLENDER

Ci-après désignée par le terme « CHU de Reims»

D'une part,

ET

La Société _____
Dont le Siège est situé _____

Représenté par _____

Ci-après désignée par le terme « le sous-traitant»

D'autre part,

Ensemble désignés individuellement par « la Partie » et collectivement par « les Parties »

¹ Règlement Général sur la Protection de Données : Règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel.

Article 1 : Cadre et définitions

Les Parties conviennent de l'importance de protéger le droit à la vie privée et déclarent connaître la législation en vigueur à cet effet. Le présent Accord Cadre précise en détail les obligations des Parties en matière de protection des données à caractère personnel qui découlent du contrat principal.

Le respect des conditions RGPD s'applique à tous les services de traitement de données fournis au CHU de Reims par le sous-traitant et en particulier à toutes les activités au cours desquelles les salariés du sous-traitant ou des sous-traitants ultérieurs du sous-traitant, sont susceptibles d'avoir accès aux données à caractère personnel relatives aux agents ou aux patients du CHU de Reims.

Les termes « données à caractère personnel », « traiter/traitement », « responsable de traitement », « sous-traitant », « personne concernée » et « violation de données à caractère personnel » auront la même signification que dans le Règlement Général Européen sur la Protection des Données (*Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données*).

Lorsque des dispositions décrites deviennent invalides, entièrement ou partiellement, ou ne peuvent plus être exécutées de façon appropriée pour des raisons juridiques, le reste des conditions n'en sera pas affecté. Les Parties se concerteront afin de convenir entre elles de dispositions destinées à remplacer les dispositions invalides, en respectant les objectifs qu'elles souhaitaient atteindre dans l'accord cadre initial.

Article 2 : Responsabilité

Le CHU de Reims est responsable du traitement des données à caractère personnel. Il est notamment responsable de la collecte des données à caractère personnel, de l'information aux personnes concernées et de l'obtention éventuelle des consentements.

Le sous-traitant agit en tant que sous-traitant au sens du RGPD pour le traitement des données à caractère personnel notamment et y compris lors de la commande, du développement, du déploiement, de la période de garantie, de réparation, de maintenance et autre assistance associée ou services complémentaires relatifs à la solution proposée.

Article 3 : Instructions relatives au traitement

Le CHU de Reims, en qualité de responsable de traitement, détient seul et de manière exclusive le pouvoir de déterminer les finalités et les moyens du traitement de données à caractère personnel.

Le sous-traitant s'engage à traiter les données à caractère personnel conformément aux instructions du CHU de Reims dans le cadre de l'exécution de la solution proposée et de ses services.

Le sous-traitant s'engage en outre à ne pas traiter et utiliser les données à caractère personnel à des fins autres que celles définies par le CHU de Reims ou pour son propre compte ou le compte d'un tiers.

Le sous-traitant s'engage à ne pas divulguer de données à caractère personnel à des tiers autres que ses sous-traitants ultérieurs impliqués dans l'exécution de la solution proposée et de ses services - et uniquement pour exécuter pour les finalités définies par le CHU de Reims.

Article 4 : Confidentialité des données et sécurité des traitements

Le sous-traitant restreint l'accès aux données à caractère personnel aux salariés liés par des obligations de confidentialité en vertu d'un contrat ou de dispositions législatives applicables et ayant besoin d'y accéder afin de fournir la solution proposée et ses services.

Le sous-traitant met en œuvre les mesures techniques et organisationnelles nécessaires pour assurer la sécurité des traitements et pour protéger les données à caractère personnel contre toute destruction accidentelle ou frauduleuse, perte accidentelle, modification, divulgation ou accès non autorisée.

Compte tenu de l'état des connaissances, des coûts de mise en œuvre et de la nature, de la portée, du contexte et de la finalité du traitement, ainsi que du risque dont le degré de probabilité et de gravité varie pour les droits et libertés des personnes physiques, le sous-traitant s'assure que les mesures mises en œuvre assurent un niveau de sécurité approprié et procurent des garanties suffisantes permettant d'assurer la protection des droits des personnes concernées, notamment au regard des préconisations du RGPD.

A la signature du présent accord cadre ou sur demande ultérieure du CHU de Reims, le sous-traitant communique dans les meilleurs délais et sans frais, dans un document écrit, le détail des mesures techniques et organisationnelles destinées à assurer la confidentialité et la protection des données à caractère personnel.

Les mesures techniques et organisationnelles décrites font l'objet de progrès techniques et de développements et peuvent être adaptées par le sous-traitant si nécessaire, sous réserve que ces ajustements ne conduisent pas à un niveau de protection inférieur à celui présenté dans le contrat et dans le présent accord cadre.

Article 5 : Sous-traitants

A la signature du présent accord cadre ou sur demande ultérieure du CHU de Reims, le sous-traitant communique dans les meilleurs délais et sans frais, dans un document écrit, la liste des sous-traitants ultérieurs auxquels il a actuellement recours.

Les sous-traitants ultérieurs engagés par le sous-traitant devront être soumis à des obligations écrites relatives à la protection des données à caractère personnel, qui assurent un niveau de protection au moins équivalent à celui figurant dans le contrat principal et dans le présent accord cadre.

En cas de modification, le CHU de Reims doit être averti au préalable par courrier recommandé.

Le CHU de Reims pourra émettre une objection argumentée par écrit, y compris par courriel, dans les 3 mois suivant cette information. En fonction des éléments fournis, le sous-traitant pourra décider avec l'accord du CHU de Reims :

a. de proposer un autre sous-traitant ultérieur en lieu et place de celui désapprouvé par le CHU de Reims;

ou

b. de prendre des mesures pour répondre aux préoccupations du CHU de Reims, qui ont pour effet de lever son objection.

Lorsque le sous-traitant ultérieur ne satisfait pas à ses obligations relatives à la protection des données à caractère personnel, le sous-traitant reste pleinement responsable à l'égard des responsables du traitement de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations contractuelles.

Dans le cas où ses sous-traitants ultérieurs font appel respectivement à des sous-traitants ultérieurs, ces sous-traitants ultérieurs devront être soumis à des obligations écrites relatives à la protection des données à caractère personnel, qui assurent un niveau de protection au moins équivalent à celui figurant dans le contrat principal et dans le présent accord cadre.

Le sous-traitant demeure responsable du respect par tous ces sous-traitants ultérieurs du respect de ses obligations contractuelles, notamment au regard de la confidentialité et de la sécurité des données à caractère personnel.

En aucun cas les données à caractère personnel ne peuvent être transférées à des destinataires situés dans des pays hors de l'Espace Economique Européen.

Article 6 : Violation de données à caractère personnel et exercice de droits

Le sous-traitant informe immédiatement le CHU de Reims de toute violation de données à caractère personnel stockées sur ses systèmes ou supports électroniques ou de ses sous-traitants autorisés dont il aurait connaissance et qui serait susceptible de compromettre la disponibilité, la confidentialité ou l'intégrité de ces Données.

Le sous-traitant assistera le CHU de Reims en mettant en place des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin que le CHU de Reims remplisse l'obligation qui lui incombe de répondre aux demandes d'exercer les droits des personnes concernées qui figurent aux articles 12 à 23 du RGPD.

Le sous-traitant informera le CHU de Reims immédiatement des demandes émanant des personnes concernées pour exercer, conformément aux articles 12 à 23 du RGPD, leurs droits d'accès, de rectification, d'effacement (droit à l'oubli), de restriction au traitement, à la portabilité des données, ou à la limitation du traitement.

Article 7 : Audit

À la demande du CHU de Reims, dans les meilleurs délais et sans frais, le sous-traitant fournit dans un document écrit, les informations raisonnablement exigibles et pertinentes démontrant sa conformité quant aux obligations RGPD.

Le CHU de Reims peut auditer sans frais la conformité du sous-traitant au regard de la confidentialité et de la sécurité des données personnelles en cas de doute raisonnable relatif à un quelconque manquement auxdites dispositions.

L'audit est réalisé au cours des heures normales d'ouverture sur le site concerné et il ne devra pas perturber de manière excessive les activités du sous-traitant.

Les rapports d'audit sont considérés comme des informations confidentielles des Parties.

Ces audits peuvent être également conduits par un auditeur tiers indépendant mandaté par le CHU de Reims, sous réserve que ce tiers soit tenu par une obligation de confidentialité.

Article 8 : Durée et suppression des données

A l'expiration des services ou en cas de résiliation, au choix du CHU de Reims, le sous-traitant restituera toutes les données à caractère personnel reçues et toutes leurs copies au CHU de Reims ou détruira

ces données à caractère personnel, à moins qu'une disposition légale ou réglementaire n'en dispose autrement.

Article 9 : Règlementation applicable

Le présent accord cadre sera régi et interprété conformément aux lois applicables aux Contrats et aux Règlement Général sur la Protection des Données. Les Parties se soumettent irrévocablement à la compétence non exclusive des tribunaux stipulés dans les Contrats pour toute réclamation ou litige découlant du présent accord cadre.

EN FOI DE QUOI les Parties ont demandé à leurs dirigeants ou représentants respectifs dûment autorisés de signer le présent accord cadre.

Pour le « CHU de Reims »

Pour le « Sous-traitant »

NOM Prénom :

NOM Prénom :

Fonction :

Fonction :

Date :

Date :

Signature :

Signature :